

27 septembre 2023

(23-6419)

Page: 1/4

Comité de la facilitation des échanges

PROJET
PRINCIPES CLÉS POUR DES PRATIQUES COMMUNES ASSURANT
LE BON FONCTIONNEMENT DES COMITÉS NATIONAUX
DE LA FACILITATION DES ÉCHANGES (CNFE)

1 INTRODUCTION

1.1. L'article 23:2 de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) dispose ce qui suit: "Chaque Membre établira et/ou maintiendra un comité national de la facilitation des échanges, ou désignera un mécanisme existant, pour faciliter à la fois la coordination et la mise en œuvre des dispositions du présent accord au plan interne".

1.2. Depuis la réunion du Comité de la facilitation des échanges (Comité) des 2-3 mai 2018, le partage de données d'expérience par les Membres concernant la mise en œuvre de l'AFE est un point permanent de l'ordre du jour du Comité. Dans ce cadre, Membres et organisations internationales ont présenté à ce jour plus de 25 exposés et documents concernant les Comités nationaux de la facilitation des échanges (CNFE).

1.3. Afin de valoriser au maximum les renseignements échangés, le Comité a décidé en 2021 dans le cadre de l'examen quadriennal de l'AFE de préparer un document contenant des bonnes pratiques et des éléments constitutifs du bon fonctionnement des CNFE, et identifiant au minimum trois facteurs concrets dont tous les Membres conviennent qu'ils sont essentiels à cet égard: la pleine participation des organismes gouvernementaux, une orientation claire avec des impératifs politiques, et des liens solides avec le secteur privé.

1.4. Les expériences présentées dans les exposés et documents sont propres à chaque CNFE, dont elles couvrent l'établissement, la structure, les priorités, le fonctionnement et les besoins. Cependant, compte tenu des éléments concrets mis en lumière et des renseignements communiqués par les Membres, le Comité a pu identifier un certain nombre de principes transversaux clés.

2 PRINCIPES NÉCESSAIRES AU BON FONCTIONNEMENT DES CNFE

2.1 Mise en place d'un cadre institutionnel solide et obtention d'un soutien politique de haut niveau

2.1. Il est essentiel d'établir un cadre institutionnel solide définissant clairement les responsabilités, rôles et mécanismes de coordination. Il s'agit notamment d'assurer la représentation des organismes gouvernementaux pertinents, du secteur privé et d'autres parties prenantes. Dans la plupart des expériences communiquées au Comité, les CNFE qui fonctionnent bien ont des structures claires établies à des niveaux politiques élevés, par exemple par proclamations présidentielles, mesures législatives ou ordonnances gouvernementales. Plusieurs exposés ont souligné qu'il était important que le CNFE soit dirigé par un fonctionnaire de haut niveau afin que ses processus décisionnels fassent autorité.

2.2 Large participation et représentation des autorités présentes aux frontières et autres ministères

2.2. Outre le soutien politique de haut niveau, la représentation des organes gouvernementaux est clé pour le fonctionnement des CNFE. La coopération, la réglementation et la participation des institutions sont des facteurs importants pour la coordination des CNFE. Il ressort du partage de données d'expérience des Membres que certains CNFE définissent les organismes et organisations

qui doivent participer à leur structure, tandis que d'autres utilisent des mécanismes préexistants. Certains CNFE sont dirigés par le Département ou Ministère du commerce, tandis que d'autres sont dirigés par l'Administration des douanes. Certains comprennent des autorités portuaires, des courtiers en douane et du personnel de la chaîne d'approvisionnement et du secteur de la logistique. Quelle que soit la structure de direction, la plupart des CNFE fonctionnant bien intègrent un large éventail d'autorités chargées de réglementer le commerce des marchandises. Cette participation large, en particulier des autorités présentes aux frontières, contribue à l'établissement de priorités claires pour les CNFE, à une meilleure coordination entre organismes aux frontières et à l'obtention de meilleurs résultats.

2.3 Participation du secteur privé

2.3. Tous les Membres ont souligné dans leurs exposés l'importance de la participation et du rôle du secteur privé pour la création et le fonctionnement des CNFE. Il ressort des échanges que les CNFE efficaces sont dynamiques et attentifs aux besoins et aux intérêts du secteur privé comme du secteur public. Pour certains Membres, le secteur privé fait partie intégrante du CNFE; pour d'autres, des personnes du secteur privé assurent la vice-présidence; certains CNFE comptent des conseillers ou des conseils consultatifs du secteur privé; et certains Membres publient des avis concernant les réunions du CNFE et recueillent les observations du public. D'après les données d'expérience partagées, la participation du secteur privé est essentielle au bon fonctionnement du CNFE. Les données disponibles montrent qu'à l'heure actuelle, dans [nombre] CNFE (soit [pourcentage]) des représentants du secteur privé peuvent s'exprimer et/ou voter.

2.4. Il est apparemment essentiel d'encourager la participation active et significative de tous les acteurs des CNFE, y compris entreprises du secteur privé, associations professionnelles et autres organisations. Un dialogue régulier favorise un processus décisionnel collaboratif et la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges concertées. Les points de vue et besoins des entreprises privées alimentent une approche utile et dynamique de l'élaboration par le pays du programme de son CNFE.

2.4 Flux de communication

2.5. Il ressort des données d'expérience partagées que la mise en place de stratégies efficaces de communication et de sensibilisation pour diffuser des renseignements sur les politiques de facilitation des échanges, les procédures, les initiatives et la transparence est un aspect essentiel du fonctionnement des CNFE. Cela inclut la mobilisation de divers canaux de communication, y compris organisations locales, documents informatifs, sites Web et ateliers. L'échange de renseignements entre fonctionnaires gouvernementaux et secteur privé est également essentiel. La communication et la hiérarchisation des objectifs, des besoins et des expériences donnent un cadre pour la création de solutions et de plans d'action. Le flux d'information doit également circuler vers le haut et vers le bas entre participants aux CNFE. Le processus décisionnel est ainsi prévisible, les décisions peuvent être efficacement déléguées et les problèmes à résoudre efficacement transmis aux échelons supérieurs.

2.6. Par ailleurs, l'actualisation de l'ordre du jour, ainsi que la distribution d'un ordre du jour annoté à l'avance, sont importantes pour que les participants soient informés des questions qui seront examinées au cours de la réunion. Ces pratiques peuvent permettre aux CNFE d'agir de manière proactive et organisée, afin de traiter les questions urgentes qui se présentent. Un ordre du jour actualisé sous-tend en outre l'organisation globale des travaux du CNFE afin qu'il puisse en achever l'examen. Enfin, la fréquence des réunions devrait refléter l'urgence des travaux en cours et à venir, sans créer de bureaucratie inutile pendant les périodes d'accalmie.

2.5 Objectifs et priorités clairs

2.7. Beaucoup de Membres ont indiqué que les CNFE remplissent en fait différents rôles et de multiples fonctions. Certains utilisent ces structures pour assurer le suivi et la cohérence des positions et des priorités concernant des questions et projets transversaux, tels que le soutien aux instances bilatérales, régionales, plurilatérales et multilatérales. Certains les utilisent comme base pour établir des groupes de travail afin de rassembler des renseignements et des compétences dans les zones frontalières et tout au long de la chaîne d'approvisionnement. D'autres s'en servent pour assurer la coordination et le déploiement au niveau national d'initiatives de facilitation des échanges

– de la législation à la mise en œuvre – y compris l'automatisation des documents et des processus. Il ressort du partage de données d'expérience que, quel que soit leur mandat, les CNFE fonctionnent mieux quand le champ d'action et les objectifs sont clairs.

2.6 Renforcement des capacités et programmes de formation à l'intention des participants et secrétariats des CNFE

2.8. Donner la priorité au renforcement des capacités pour valoriser les objectifs, les compétences et les connaissances nécessaires pour les participants et les fonctionnaires gouvernementaux concernés concourt au bon fonctionnement des CNFE. Dans cette perspective, il est important que les présidents et secrétariats des CNFE disposent de soutien et d'outils, y compris des programmes de formation efficaces périodiques pour les participants, compte tenu du roulement de personnel dans les différentes institutions publiques. Sont aussi requises des plates-formes d'assistance technique et de partage des connaissances pour renforcer la compréhension des concepts et des meilleures pratiques en matière de facilitation des échanges.

2.7 Mesure et suivi des résultats

2.9. Il ressort du partage de données d'expérience que certains Membres ont un mécanisme et une méthode permettant de mesurer et de surveiller le processus décisionnel des CNFE, l'état d'avancement de la mise en œuvre des décisions et leur efficacité. Le principe global qui se dégage concernant la mesure et le suivi des résultats est que l'établissement de chaînes de responsabilité claires et la désignation d'un chef de file pour la mise en œuvre des décisions peuvent être très efficaces pour aider à coordonner les activités des participants, maintenir la motivation et encourager la remontée de l'information au CNFE dans son ensemble. Cela est nécessaire pour quantifier les résultats des décisions et rendre compte des réalisations au grand public.

2.10. Par conséquent, l'établissement d'un cadre solide pour la mesure et le suivi des résultats des initiatives en matière de facilitation des échanges est très important, y compris: i) la fixation d'indicateurs pertinents; ii) la collecte de données; iii) l'évaluation régulière des progrès pour repérer les améliorations nécessaires; et iv) la mesure de l'impact des mesures. La mise en œuvre d'un programme identifiant des sujets prioritaires est un élément clé de cette approche.

3 ENCOURAGEMENT DE LA COOPÉRATION ET DE LA COLLABORATION

3.1. Encourager la coopération et la collaboration entre CNFE aux niveaux régional et mondial, y compris le partage de données d'expérience, de meilleures pratiques et d'enseignements, contribuerait à favoriser l'apprentissage mutuel et la cohérence des efforts déployés en matière de facilitation des échanges.

4 CONCLUSION

4.1. Les pratiques et fonctions des CNFE devraient être dynamiques et adaptées au secteur public comme au secteur privé. Les CNFE devraient être appréhendés comme des lieux de collaboration et de coordination menant à la prise de décisions débouchant sur des résultats concrets. Il faut une structure claire, une hiérarchie et une bonne compréhension des rôles et des responsabilités. L'information doit circuler sur les différents axes et la prise de décisions être soutenue et déléguée selon qu'il convient. Il doit y avoir obligation de rendre des comptes, ainsi que suivi et évaluation des décisions, dès leur mise en œuvre et par la suite. Les CNFE peuvent répondre à un certain nombre de besoins et remplir un certain nombre de rôles, et ils devraient être envisagés et utilisés comme un outil multidimensionnel pour les Membres.

4.2. Compte tenu des contributions des Membres à ce sujet – exposés, documents, interventions et observations spécifiques – le présent document recense les principes clés ci-après pour des pratiques communes assurant le bon fonctionnement des CNFE:

1. Soutien politique de haut niveau, avec une structure claire.
2. Large participation et représentation des autorités présentes aux frontières et autres ministères.
3. Participation du secteur privé.
4. Flux de communication.

5. Objectifs et priorités clairs.
6. Renforcement des capacités et programmes de formation à l'intention des participants et secrétariats des CNFE.
7. Mesure et suivi des résultats.

4.3. L'adhésion à ces principes contribuera à simplifier les procédures commerciales, à réduire les coûts, à accroître la transparence et à favoriser la croissance économique aux niveaux national et international. Leur application active et la collaboration internationale pour partager des données d'expérience contribueront à l'amélioration constante des pratiques en matière de facilitation des échanges dans le monde entier.

4.4. Le présent document, identifiant des bonnes pratiques et des éléments susceptibles d'être bénéfiques aux Membres, est non contraignant, consensuel et itératif. Il pourra évoluer au fil du partage de données d'expérience sur les CNFE par les Membres, y compris les PMA, ainsi que des discussions au Comité et des suggestions et contributions des Membres.

4.5. Ce document [devrait être] [sera] réexaminé au cours du prochain examen de l'AFE par le Comité, afin qu'il puisse évoluer en fonction des expériences et réflexions des membres du Comité.

4.6. Par conséquent, le Comité [adopte les] [valide les] [prend note des] principes clés énumérés au paragraphe 4.2 pour des pratiques communes assurant le bon fonctionnement des CNFE.
